

CIBLE

Valeurs

Chiez ! C'est le « retour aux valeurs » !

Qui le dit ? Jean-Pierre Raffarin, dans une allocution en date du 1^{er} avril. Qui le confirme ? Jacques Chirac, le même jour à la télévision. Et le Premier ministre d'annoncer une autre bonne nouvelle : le « retour de la pensée ».

Nous voudrions bien les croire sur parole, mais deux faits nous inquiètent.

- l'enthousiasme de M. Seillière qui n'a pas hésité à comparer Nicolas Sarkozy à Zidane. Si le nouveau ministre de l'Économie a les mêmes valeurs que le président du Medef, cela promet...

- le retour au gouvernement de Renaud Donnedieu de Vabres, condamné voici quelques semaines à 15 000 euros d'amende pour blanchiment dans l'affaire du financement occulte du Parti républicain. Un repris de justice à la Culture, voilà une étrange manière de signifier le retour de la pensée !

Décidément, il faudra plus que de belles paroles pour nous convaincre que quelque chose a changé dans la chiraquie, née, voici trente ans exactement, dans la trahison des gaullistes au profit du candidat du « libéralisme avancé ».

GOUVERNANTS

Pourquoi ils sont rejetés

Entretien

**Talleyrand
révélé**

p. 6-7

Prospective

**23^e Congrès
de la NAR**

p. 10-11

Israël en questions

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article central d'Yves La Marck dans le n° 833 de *Royaliste* « Israël en questions ». J'ai particulièrement apprécié qu'il écrive : « Il est par conséquent difficile de dire qu'il ne faut pas confondre l'antisionisme et l'antisémitisme puisque les deux attitudes sont de plus en plus liées » ; et qu'il cite à la suite une réflexion particulièrement percutante de Shmuel Trigano. Je voudrais cependant vous faire part de quelques remarques critiques sur le fond de l'article.

Un point préalable : puisque B. La Richardais et Yves La Marck sont d'accord pour préciser que par « mythes fondateurs d'Israël » ils n'entendent pas des récits légendaires étrangers à la réalité historique ne vaut-il pas mieux en finir une bonne fois avec cette expression pour le moins ambiguë et parler simplement de « représentations fondatrices » ?

J'en viens à l'essentiel. J'ai sur-sauté en lisant : « Ainsi, les nouveaux historiens israéliens ont fait la critique de la naissance de l'État d'Israël (Ilan Pappé) en affirmant que les premiers sionistes ont voulu donner « une terre sans peuple à un peuple sans terre » alors ces terres ont été achetées comme biens vacants à des propriétaires qui s'étaient enfuis en 1948 à la suite de diverses violences ». Il est difficile de faire davantage de télescopages en quelques lignes. Il faut distinguer quatre points :

- d'abord une illusion diasporique : une terre sans peuple (la Palestine) pour un peuple sans terre (le Peuple juif), illusion vite dissipée par les premiers sionistes Haïm Weizmann a dit - je cite de mémoire - « Nous allons forcément faire mal aux Arabes. Il s'agit de faire le moins de mal possible » ;

- ensuite les achats de terre, depuis la première aliyah jusqu'en 1947, malgré les obstacles croissants dressés par la puissance mandataire à partir des années 30 ;

- ensuite encore les « diverses violences » : celles des commandos palestiniens, dès le lendemain de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 29 novembre 1947 portant décision de partage, ont même devancé l'intervention des armées arabes le 14 mai 1948 ;

- enfin seulement les « biens vacants » après les armistices de 1948-1949.

Quant aux nouveaux historiens, disons d'abord qu'ils ne forment pas (ou plus) une École homogène. Leur chef de file, Benny Morris, paraît s'être rallié depuis la seconde Intifada à un sionisme dur par réaction passionnelle, tandis qu'Ilan Pappé continue d'être célébré à l'extérieur pour son antisionisme foncier, qui l'isole complètement de la société israélienne.

Et ceci me conduit directement à contester, dans la forme où la pose Yves La Marck, la question qui traverse toute la société israélienne : « Voulons-nous un État juif ou un État démocratique ? ». A cette question, si le terrorisme cessait, la société is-

raélienne dans sa grande majorité répondrait : Un État juif ET démocratique, ce qui implique bien entendu :

1) d'évacuer les territoires palestiniens ;

2) de redessiner le tracé de la « barrière de sécurité » en suivant la ligne verte (frontière à la veille de la Guerre des Six jours, de juin 1967) ;

3) d'affirmer simultanément que l'État d'Israël est l'État du Peuple juif et que la minorité nationale arabe y a sa place légitime.

État du Peuple juif ne signifie pas : « État ethniquement pur » mais simplement, et pour reprendre la définition de Golda Meïr : « Un État aussi juif que l'Angleterre est anglaise »... ce qui n'exclut bien évidemment ni les Sikhs, ni les Pakistanais, ni les Indiens qui vivent en Grande-Bretagne.

Quant aux institutions communes aux deux États, invoquées par Yves La Marck, rien ne s'y opposera dès lors que la menace de la disparition d'Israël « par le dedans » sera levée avec le retour des réfugiés en Palestine même, moyennant la contribution d'Israël (et de la communauté internationale) à leur réhabilitation (c'est le terme généralement employé pour désigner une réadaptation dans les conditions d'une réelle dignité). Ces institutions communes - qui s'éten-draient aussi bien aux trois États, Jordanie incluse - pourraient concerner le pool de l'eau, l'administration des Lieux Saints, avec la participation des Chrétiens arabes, et l'exploitation en termes de développement durable des richesses de la Mer Morte. Mais pour commencer entendons l'appel d'Amos Oz* : Aidons les à divorcer !

R. A. (Tarn-et-Garonne)

* Amos Oz - « Aidez-nous à divorcer ! Israël Palestine deux États maintenant », Gallimard, 2004, prix franco : 6,50 €.

Interrogation

Lecteur depuis peu de votre revue dans laquelle je retrouve bien

des analyses et des critiques que je partage, j'avoue que vous m'avez fait réfléchir à la solution monarchique qui était alors à mille lieues de mes préoccupations. Il est certain qu'un monarque héréditaire ayant un rôle d'incarnation de la nation mettrait d'une part le pouvoir suprême à l'abri des luttes partisans et d'autre part pourrait être un lien symbolique fort entre des populations tentées par le repli communautariste. Mais je m'interroge : qui peut être ce monarque fédérateur ? Vous semblez dire qu'il faudrait le chercher dans les descendants de l'ancienne famille royale. Mais qui sont-ils ? Que font-ils ? Que disent-ils ? A l'heure où les Français sont confrontés à des situations souvent dramatiques ces Princes semblent bien inexistantes. Comment voulez-vous alors que nos compatriotes puissent un jour envisager la solution royale ? C'est dommage parce qu'elle est séduisante...

S.D. (Puy-de-Dôme)

Juan Carlos

L'autre jour, sur *France Culture*, Luis Pascual qui fut le directeur de Théâtre de l'Odéon a terminé son entretien avec Nicolas Demorand en faisant profession d'être « monarchiste » et plus précisément « juan-carliste ». Luis Pascual explique : « Le Roi est apparu, il y a trois jours, à la télévision. C'était la première fois depuis vingt-cinq ans, lors du putsch. Et il avait la même moue qu'il y a vingt-cinq ans. Il n'a pas dit grand-chose. Il nous a dit qu'il était là, qu'il était le garant, il nous a assuré que le peuple y verrait clair ». « Un jour, a ajouté Luis Pascual, l'Histoire dira tout ce qu'il a fait auprès du gouvernement, sans le crier sur les toits ». Et nous savons aussi que le Prince héritier a pris part au grand cortège. C'est une belle leçon sur ce qu'est aujourd'hui un Roi qu'aura entendu par surprise notre bonne et haute société. Et j'oserais ajouter : « et nos Princes à nous, que font-ils ? Des châteaux en Espagne ? »

F.B. (Hérault)

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Le bâillon - Nâdân - p.4 : Cache ta joie ! - La France des étables - p.5 : La ligne Durand - p.6/7 : Talleyrand, visages d'un homme d'État - p.8 : Chroniques - Poussières d'étoiles - p.9 : Necessité d'une dogmatique - p.10/11 : Le Congrès de la NAR - p.12 : Editorial : La doctrine française.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le bâillon

Dix-sept mars 2004 : Edgar Morin est traduit devant le tribunal de Nanterre pour diffamation à caractère racial et apologie d'actes terroristes...

Ce n'est pas une mauvaise plaisanterie. Il a suffi que les associations *Avocats sans frontières* et *France Israël* amorcent la poursuite pour que trois paragraphes d'une tribune libre du *Monde* (1) vaillent à l'auteur de *La rumeur d'Orléans* l'imputation d'antisémitisme... « *Procès à la fois grotesque et infamant* » écrit Jean Daniel.

En vérité, qu'à propos de la tragédie qui entraîne Israël et les Palestiniens dans une spirale de violence, des Français juifs attaquent en justice l'un des leurs sous prétexte qu'il fait, dans ce conflit, la part des choses est pour le moins singulier. Edgar Morin refuse que son appartenance juive vaille adhésion à l'actuelle politique israélienne ; il interpelle la conscience historique et spirituelle du peuple, ô combien victime, et le supplie de mesurer les suites des actes que certains disent poser en son nom ; il refuse la propagande : « *Il y a non pas pseudo-réveil de l'anti-sémitisme européen, mais développement d'un anti-judaïsme arabe* »... On voit mal un tribunal condamner l'attitude de courage et d'intelligence qui réplique le mieux aux antijudaïsmes et ré-

surgences antisémites - encore moins se donner le ridicule d'épingler à ce sujet-là Edgar Morin (2).

Mais laissons de côté le fond de l'affaire, car il y a un point où le bât blesse le plus gravement la liberté d'expression. S'il faut désormais, pour parler du Proche Orient ou de tout autre sujet sensible à une famille de croyance, de pensée ou d'origine ethnique, présenter autant de garanties personnelles et savantes qu'Edgar Morin, qui osera encore prendre la plume ? Avoir été communiste et résistant, être né juif, voire arabe ou noir ou, selon les sujets, pratiquer telle ou telle type de sexualité, vaudrait circonstance atténuante ou relaxe en cas - lâchons le mot ! - de délit l'opinion ?

La nouvelle loi qu'exige l'Association lesbienne, gaie, bi et trans, pénalisant « les propos homophobes et transphobes » serait un nouveau pas vers l'intimidation d'une parole qui, sur certains sujets annexés par des minorités influentes, ne pourrait être divergente sans être réputée diffamatoire (3).

J'entends bien que l'on pourra encore s'en défendre en justice et, comme nous le souhaitons à Edgar Morin,

faire débouter les plaignants. Mais ce sport coûte cher, même au gagnant, d'incident en appel et d'appel en pourvois, et l'on peut fort bien, tout en ayant raison, perdre tous ses moyens de garder la parole. En témoigne cruellement ce qui arrive au journal satirique *Fakir* qui, attaqué par deux fois depuis 2002 en diffamation par *Le Courrier Picard*, a gagné ses procès mais risque d'y laisser sa peau financièrement. En effet, le quotidien régional d'Amiens a fait appel, forçant son maigre confrère à engouffrer dans la bataille judiciaire un temps, des frais et du personnel dont il ne dispose pas (4).

Ces procédures, quelle qu'en soit l'issue, constituent un tel détournement de la Justice que les tribunaux devraient eux-mêmes sanctionner les plaignants qui y recourent pour bâillonner le débat citoyen et neutraliser ceux qui s'y risquent.

Luc de GOUSTINE

(1) « *Israël-Palestine : le cancer* », article signé également du député européen Sami Naïr et de l'écrivain Danièle Sallenave publié le 4 juin 2002 dans *Le Monde*. Le jugement sera rendu le 12 mai prochain.

(2) Dont il faut lire l'excellente réflexion « *Antisémitisme, antijudaïsme, anti-israélisme* » dans *Le Monde* du 18 février 2004.

(3) Cf. à ce sujet le point fait par Alexandre Da Silva dans *France Catholique* n°2921 du 12 mars 2004, pp. 6-7.

(4) Pour soutenir *Fakir*, aller sur le site : <http://www.fakirpresse.info/>

Nâdân*

Lundi 29 mars. A l'occasion de la fête de Nowrouz (Nouvel An), Bertrand Delanoë a la bonne idée de recevoir les résidents parisiens originaires de l'ensemble du plateau iranien : Azéris, Tadjiks, Afghans et bien sûr Iraniens - parmi lesquels des citoyens iraniens de culture kurde.

Les Iraniens ont apporté un superbe buffet et la bonne humeur règne jusqu'à ce que le maire de Paris prenne la parole pour saluer ... les seuls Kurdes, vanter la richesse de leur apport à la vie de la capitale et les remercier d'être venus après avoir rendu un bref hommage à Danièle Mitterrand - militante indépendantiste kurde bien connue. Au fil de la brève allocution, on apprend que les kurdes sont « *partout, y compris en Afghanistan* » !!!

Consternation et colère chez celles et ceux dont la présence n'est même pas mentionnée. Une femme s'approche de Bertrand Delanoë et lui demande d'évoquer l'Iran. Le maire s'étonne : « *Quoi, vous n'êtes pas contente ?* » tandis que ses gardes du corps écartent la gêneuse.

Le lendemain, des lettres moins courtoises affluent à l'Hôtel de Ville, tellement nombreuses que le maire présente ses excuses aux Iraniens et aux Afghans sur RFI - mais en oubliant les Tadjiks et les Azéris !

Nous posons à M. Delanoë deux questions :

Pourquoi faire des invitations si c'est pour tenir vos hôtes en parfait mépris ?

Pourquoi des conseillers, s'ils ajoutent leur inculture à votre ignorance ?

B.R.

*Ignorant en persan.

Vital !

Avez-vous pensé à envoyer votre obole à la souscription ?

Cache ta joie !

Les chefs socialistes avaient décidé de la jouer modeste, au soir du second tour des régionales. Dès le lendemain, ils basculaient dans un triomphalisme obscène.

Triomphalisme. C'est la première page du *Nouvel observateur*, où l'on voit Ségolène Royal, jouissant de sa victoire, visage radieux, bras levés, corps planant, comme après un bel orgasme, sur le titre en lettres rouges « *Gauche : c'est le printemps* » (1).

Cachez votre joie, madame Ségolène. Vous n'êtes qu'une Marie-Antoinette de Charente-Poitou, qui se prend pour Jeanne Hachette. Allez donc cacher votre joie, madame Royal, dans un de ces paradis ensoleillés et hors de prix où vous aimez passer des vacances en famille.

Cache ta joie, Laurent Joffrin. Dans le même numéro du journal que tu décrivais comme un « *Gala pour riches* » tu as commis un article obscène.

- Obscène, vraiment ?

- Oui, Laurent ! L'obscénité, c'est de mettre sur le devant de la scène ce qu'il vaut mieux cacher : expressions sales, lubricités courtoisanes... Laurent Joffrin, chantre de la « *rayonnante pasionaria du Poitou* », qui croit intelligent d'écrire qu'il y a « *du Zapatero* » (2) dans le bonhomme Hollande, tu me soulèves le cœur.

Ton papier me rappelle les soirées de victoire, chez les dirigeants de la gauche : on y parle toujours le langage des purs, enfin victorieux des forces d'argent, tout en négociant dans les coins obscurs les premières prébendes.

Ton « *printemps de la gauche* », c'est le retour des hypo-

crites et des menteurs, des fous et des lâches avec, pour faire bon genre, une infirmerie sociale de campagne tirée par une quelconque duchesse rose-bonbon. Hier, Martine Aubry ; demain, sans nul doute, la bergère environnementaliste du Poitou.

Pour ajouter à ton plaisir, tu te fais une petite frayeur : la grande fête de la vraie gauche qui défend les vraies gens pourrait se terminer dans les eaux stagnantes du molletisme. Mais tu patauges dans la social-trahison depuis vingt ans, pauvre Joffrin ! Tu as oublié le ralliement de Delors et de Rocard au social-libéralisme. Tu as oublié que Jospin fut le champion des privatisations. Tu as oublié les sommets européens de Lisbonne et de Barcelone où ton Lionel et frère Jacques se sont entendus comme larrons en foire sur le programme ultralibéral qui écrase le peuple, de droite, de gauche et du centre. Tu oublies le favoritisme d'État pratiqué par tes copains Fabius et Strauss-Kahn quand ils étaient à Bercy.

Cache ta joie, Laurent Joffrin. Tantôt contre la droite, tantôt contre la gauche, tous les coups de boutoir électoraux visent une seule et même oligarchie - à laquelle tu appartiens.

Sylvie FERNOY

(1) N° 2056, semaine du 1^{er} avril.

(2) Vainqueur socialiste des législatives outre Pyrénées qui annonça immédiatement le retrait des troupes espagnoles d'Irak, ce qui vaut reconnaissance de l'efficacité du chantage terroriste en période électorale.

La France des étables

La postérité retiendra le seul cri de victoire de Jean-Pierre Raffarin entre les deux tours des catastrophiques élections régionales. Cet hosanna s'adressait, lors d'un meeting de soutien à la liste UMP-UDF à Limoges, à Bernadette Chirac, réélue conseillère générale du canton de Corrèze.

Oyez ce morceau de bravoure tombé de la bouche raffarinesque : « *Merci de cet exemple de victoire que vous nous avez donné dimanche soir. Merci de nous montrer que la victoire se gagne étable par étable, commune par commune, sur le terrain, en y mettant le temps, en sachant écouter...* »

Et certes, l'exploit de Bernadette Chirac, conseillère générale depuis 1979, réélue au premier tour, rehaussait la déconfiture de l'UMP, mais il revenait au Premier ministre d'en dégager une stratégie pour les prochaines campagnes électorales.

Savoir-faire campagne, tout est là. Voyez le beau pays de France drapé de son manteau de communes herbeuses parsemées de fermes, et discerne d'en haut - ô élites planantes ! - au cœur des communes, ces étables qui - le savait-on avant qu'un génie poitevin ne l'énonce ? - sont les cellules mères nourricières de la démocratie ! C'est là qu'il faut « y mettre le temps », s'asseoir sur le petit trépied à traire (à distance respectueuse des coups de queue) tandis que l'intelligente main de la citoyenne rurale presse les trayons de la Limousine gracieuse ou de la Salers altière. C'est là qu'il faut « écouter » le gargouillis des ruminantes, le tintement du jet sur la paroi

du seau, le juron agreste du paysan (membre d'un syndicat ami quoique, lui aussi, en délicatesse avec les juges), quand il plante sa fourche dans le fumier juteux. Oui, c'est là, en humant le remugle poivré à l'écoute des humbles requêtes montant des étables, que le futur élu sent battre le pouls impatient (de réformes) de la France profonde.

« Étable par étable », moi Raffarin, ainsi ai-je procédé au Salon de l'agriculture, ainsi aurions-nous dû reprendre du « terrain » à cette gauche mignarde, ignorante des proximités bucoliques... Mais, ajouterais-je à présent, nous étions seuls, vous et moi, Madame la première dame de France, droits dans nos bottines dans le purin des étables d'en bas. Et c'est pourquoi nos adversaires ont ravi 62 % des suffrages en Limousin, trois sièges de conseillers généraux dans votre Corrèze - impertinence ! - et 21 régions sur 22.

Rien ne nous détournera, Madame, des étables françaises. À Matignon, à l'Élysée, je les ai fait placer sur écoute, et leur message, le seul vrai, je l'entends : il faut accélérer les réformes et conquérir le suffrage des bovins. Désormais, j'ose le dire : l'étable, c'est moi.

A. de SAINT-FRÉJOUX

La ligne Durand

La capture d'Oussama Ben Laden ne changerait rien aux actions terroristes. Elle pourrait cependant décider du résultat des élections présidentielles américaines de novembre. Elle pourrait aussi déstabiliser le Pakistan.

L'opération « tempête des montagnes » (par analogie à « tempête du désert ») a été un fiasco. 70 000 militaires pakistanais ont envahi le Waziristan sud pour traquer les chefs d'Al-Qaïda, deux ans après que les Américains et leurs alliés afghans les aient déjà manqués dans les montagnes de Tora Bora, de l'autre côté de la frontière. Pourquoi maintenant ? Et pourquoi cet échec ?

Pourquoi maintenant ? Il est évident que le président Bush ne peut se sortir de l'impasse où il s'est lui-même enfoncé qu'en promenant aux yeux du monde, comme les empereurs romains, le chef ennemi vaincu et enferré. Tous les experts, le directeur de la CIA en premier, proclament à volonté que cela ne changerait rien aux actions terroristes dans le monde. Même si l'on avait arrêté Oussama Ben Laden avant le 11 septembre, dit M. Tenet, les tours de New York auraient tout de même été détruites. Le discours sert bien sûr à justifier dans l'opinion le fait que ne pas trouver Ben Laden n'est pas si important. Les mêmes, si Oussama venait à être finalement arrêté voire tué, s'empresseraient de soutenir le contraire. Et l'électorat américain ne s'arrêterait pas à ces subtilités. Il sanctionnerait le succès de l'opération.

Qu'au contraire, de nouveaux et spectaculaires attentats fassent mouche et l'effet Ben Laden jouera encore en

faveur de Bush. Comme les radicaux islamistes ont tout intérêt à avoir en face d'eux les plus radicaux des conservateurs américains, on voit bien que la formule qui dit « Ben Laden vote George W. Bush » est vraisemblable. Dès lors, tout peut arriver.

On peut répondre ainsi à la seconde question : pourquoi l'échec ? Pourquoi Ben Laden et ses adjoints sont-ils insaisissables là où on les cherche ? Car telle est bien l'interrogation : pourquoi diable aller le chercher au fin fond du Pakistan alors que tout indique que l'enjeu est en 2004 essentiellement américain ? Nous n'avons pas plus de renseignements aujourd'hui qu'hier. Mais il est plus facile pour les gouvernants américains de prouver à leur opinion intérieure en cette période d'élections, leur engagement de cette façon que de révéler les petits détails triviaux, obscurs, de la traque policière des cellules terroristes à l'intérieur des États-Unis comme de l'Europe. Il est plus rassurant d'identifier un lieu lointain hors de tout média que la rue voisine.

Rassurant pour le public américain et à court terme. Ce qui s'est passé sur la frontière nord-ouest du Pakistan est néanmoins extrêmement grave. On ne donne pas exactement le nombre de morts parmi les tribus locales mais, selon des sources sûres, le bilan serait élevé. Il ne s'agit pas là de terroristes mais

d'une population réfractaire (pachtoune/pathane, c'est la même population) installée depuis toujours dans cette région arbitrairement divisée entre Afghanistan et Pakistan selon la ligne Durand, tracée par un Anglais comme son nom ne l'indique pas, dans les dernières années du XIX^e siècle. Si l'on veut, les provinces du Nord-Ouest pourraient devenir très vite un nouveau Cachemire. Zone tampon entre les deux frontières, entre ce qui constituait la frontière occidentale de l'empire des Indes et celle de l'Afghanistan, rattaché en 1903 par le vice-roi Curzon à l'empire des Indes, elle a survécu comme telle à l'intérieur du Pakistan. Les élections de l'an dernier y ont donné la majorité à une coalition de partis islamistes. Demain, cela peut faire tache d'huile à travers tout le pays. La répression qui s'est abattue sur elle sous prétexte de traque de Ben Laden était préméditée par le gouvernement pakistanais depuis les élections. Si elle a échoué à décapiter Al-Qaïda, elle pense toutefois avoir atteint son objectif localement : repousser l'action des organisations islamistes dans le pays.

Reste que les tribus pachtounes, divisées par la ligne Durand, ne ressentent pas du tout les choses telles que nous les voyons de l'extérieur. Pour elles, il s'agit d'un combat latent avec Islamabad - qui peut devenir ouvert - et non celui que même Ben Laden contre l'Amérique qui, lui, ne les concerne en rien. Haut-lieu de la résistance aux Empires, le Waziristan n'a pas changé et ne changera pas, en tout cas pas de cette manière.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ESPAGNE** - Trois jours après la victoire électorale de son parti, le futur chef du gouvernement espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, dans un entretien accordé à la radio *Onda Cero*, a affirmé sa loyauté à la monarchie constitutionnelle. Au cours du même entretien il a déclaré : « Notre roi est le meilleur ambassadeur que nous ayons au monde et il aura une grande importance en politique extérieure ». Interrogé sur sa promesse électorale d'instaurer l'égalité homme/femme dans la loi de succession au trône, il a confirmé que c'était son intention mais qu'il « ne le ferait pas comme une proposition du gouvernement. J'aimerais que ce soit une proposition de tous les groupes parlementaires ». Cette modification constitutionnelle éventuelle n'aurait pas d'effet rétroactif et le prince Felipe qui a deux sœurs aînées les infantes Elena et Cristina, resterait le prince héritier.

◆ **GRANDE BRETAGNE** - La reine Elisabeth II d'Angleterre accompagnée du prince Philippe a effectué une visite d'Etat en France à l'occasion du centenaire de l'Entente cordiale entre les deux pays. Dîner à l'Elysée, déjeuner à Matignon marquaient les étapes protocolaires de cette visite. D'une manière moins solennelle, guidée par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, la souveraine a déambulé au marché Montorgueil et admiré les étals de fruits, légumes et poissons avant de se rendre à l'église Saint-Eustache pour y visiter son orque célèbre.

◆ **BHOUTAN** - Devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Sonam T. Rabgye, représentant du Bhoutan, a fait l'historique de l'évolution des institutions de son pays : « Après l'institution de l'Assemblée nationale, composée d'élus du peuple, le processus de transfert du pouvoir vers le peuple s'est poursuivi avec la création, en 1981, de comités de développement de district, dont les membres sont aujourd'hui élus au suffrage universel direct. En 1998, le Roi du Bhoutan a accordé les pleins pouvoirs exécutifs au Conseil des ministres, qui est responsable devant le Parlement. La rédaction d'une constitution a débuté en 2001 et la Commission qui est chargée d'en rédiger le projet est composée de 39 représentants du peuple issus de tous les districts, du corps judiciaire, du clergé et du gouvernement. Des réformes juridiques et judiciaires de première importance sont en cours, parallèlement au renforcement des capacités des systèmes juridique et policier. Un code de procédure pénale et civile a également été adopté. Enfin, le 20 mars dernier, un décret royal a aboli la peine de mort ».

◆ **MAROC** - Au cours d'une nouvelle visite dans la province d'Al Hoceima, sinistrée par un meurtrier tremblement de terre fin février, le roi Mohammed VI, après avoir rendu un vibrant hommage aux sauveteurs, aux organisations humanitaires marocaines et étrangères, n'a pas hésité à reconnaître « les lacunes et les carences à l'occasion de cette épreuve ». Dépassant ce simple constat, le souverain a déclaré : « Nous avons un devoir de franchise qui nous impose de reconnaître que nous ne sommes pas suffisamment aptes à faire face à des situations d'urgence » et d'annoncer un plan d'urgence et un ambitieux programme de développement pour la province sinistrée.

T

alleyrand a une exécrable réputation. Mais mérite-t-il vraiment d'être désigné comme le prince des intrigants,

le maître des renégats – le Diable boiteux ?

Telle n'est pas la conclusion d'un jeune chercheur à l'École pratique des Hautes études. Après des années de travail, Emmanuel de Waresquiel révèle les multiples facettes de la personnalité de Talleyrand. Ce personnage ambigu demeura somme toute fidèle à lui-même et à ses convictions politiques : celle d'un homme d'Ancien Régime qui sut remarquablement penser et organiser l'État moderne.

■ **Royaliste : Pourquoi consacrer un aussi gros livre à un personnage qui a une aussi détestable réputation ?**

Emmanuel de Waresquiel : Ayant consacré de nombreuses années à l'histoire de la Restauration puis à la biographie du duc de Richelieu, j'ai eu à d'innombrables reprises l'occasion de croiser celui qu'on nomme le « prince de Bénévent et de l'intrigue ». J'ai donc voulu savoir ce qu'il en était de la légende très noire de Talleyrand et c'est au bout de huit années de recherche que je publie mon livre.

Comme François Furet, je pense que l'historien n'est pas là pour faire de la morale. J'ai tenté de découvrir la vérité psychologique de mon personnage, feuille à feuille, comme on le fait pour atteindre le cœur de l'artichaut ; mais j'ai refusé de juger sa vie et ses mœurs comme ses biographes l'ont fait si souvent.

D'ailleurs, Talleyrand a tellement de facettes qu'il faut être très prudent : on connaît ou on croit connaître le diplomate, on ne sait pas que ce fut un extraordinaire homme d'affaires. Même ses rapports avec les femmes sont très particuliers. J'étais donc devant les pièces d'un puzzle, que je me suis efforcé de rassembler.

■ **Royaliste : Les sources surabondent, sans doute ?**

Emmanuel de Waresquiel : Elles posent surtout des problèmes très difficiles à ré-

soudre ! Talleyrand a été un grand brûleur d'archives, mais aussi un grand fabricant de faux... De surcroît, beaucoup d'archives ont été volées et l'un des plus importants fonds à été brûlé en Silésie à la fin de la guerre.

■ **Royaliste : Avant d'évoquer divers aspects du personnage, pourriez-vous jeter un regard d'ensemble sur sa vie ?**

Emmanuel de Waresquiel : C'est une vie extraordinaire. Talleyrand meurt à quatre-vingt-quatre ans, en 1838, après soixante ans d'exercice du pouvoir politique. Il a eu un rapport très particulier au temps et il faut essayer de faire la part des choses entre la vie de Talleyrand elle-même et le rôle que le prince de Bénévent a recomposé. Il a tenté, et souvent réussi, à se protéger des autres et du jugement de la postérité. Talleyrand est à la fois un acteur et un penseur de la politique mais aussi un très grand joueur, vis-à-vis de lui-même et par rapport aux événements auxquels il a participé.

■ **Royaliste : Revenons aux origines...**

Emmanuel de Waresquiel : Il y a un premier paradoxe : il naît en 1754 d'une famille de l'aristocratie de cour, les Talleyrand-Périgord, dont la filiation est sujette à caution et qui est peu fortunée. Le jeune homme se doit donc de rétablir le lien entre le rang élevé

et la situation de fortune. Mais il est destiné au clergé et il devient évêque d'Autun en 1788, prêtant un serment qui le lie jusqu'à la fin de sa vie. Talleyrand soutiendra quant à lui que c'est un accident qui l'a empêché d'entrer dans la carrière des armes. Or le fameux pied bot était héréditaire ! En fait, Talleyrand a embrassé la carrière ecclésiastique sans état d'âme, parce qu'il la considérait comme une carrière politique ayant le pouvoir pour enjeu.

Cette conception était tout à fait normale au XVIII^e siècle. Or Talleyrand a été observé et jugé par des hommes du XIX^e siècle qui n'ont jamais pensé qu'il avait trente-quatre ans en 1789. Ils n'ont donc pas compris grand-chose au personnage qui, je le souligne, a été éduqué, formé, sous le règne de Louis XV. On oublie que Talleyrand joue un rôle très important au sein du clergé à partir de 1780 car il est Agent général du clergé : c'est en quelque sorte le ministre des finances de cet ordre très important. C'est ainsi qu'il rencontre les milieux de la modernité financière - dont le gourou était un protestant suisse nommé Isaac Panchaud qui soutenait que l'État doit payer ses dettes. Talleyrand et lui ont d'ailleurs créé une banque, la Caisse d'Escompte, qui a bien fonctionné jusqu'en 1789 et l'évêque d'Autun était considéré comme un des meilleurs connaisseurs des finances de l'État. Par ailleurs,

Talleyrand

Visages homme d

il était très proche conseiller de Calonne et il a soutenu les ambitieux plans de réformes de ce dernier.

■ **Royaliste : Talleyrand était donc bien placé pour jouer un rôle de premier plan lorsque la Révolution éclate...**

Emmanuel de Waresquiel : En effet. Talleyrand a parfaitement compris que l'on passait en 1789 de l'ombre à la lumière : dans le nouveau régime, l'homme politique est sans cesse confronté à l'opinion publique. Si Talleyrand a inventé quelque chose, c'est bien cela : le rôle de l'homme politique moderne, tel qu'on le connaît aujourd'hui. Plus l'homme politique est confronté à l'opinion publique, plus il organise des stratégies de l'opacité et du secret pour se protéger de cette opinion publique. Ce paradoxe n'est certainement pas moral, mais c'est ainsi.

Ce que Talleyrand a aussi compris c'est qu'il y avait une distinction à faire entre l'organisation de l'État et la personne qui pouvait représenter cet État. Il comprend fort bien que l'irruption de la démocratie, c'est l'irruption du langage et des mots derrière lesquels on peut se cacher : Talleyrand voit qu'il y a un rapport de distance à opérer par l'homme politique entre le langage politique et la réalité de l'organisation de l'État.

d'un État

■ **Royaliste : Talleyrand était-il plus l'homme de la nation qu'un homme d'État ; a-t-il été plus lié à un régime qu'à un autre ?**

Emmanuel de Waresquiel : Là encore nous sommes dans le paradoxe : Talleyrand a moins été l'homme de la nation que l'homme de l'organisation de l'État - qu'il soit monarchique constitutionnel ou républicain. Au-delà de l'apparence de la prêtrise et de l'opportunisme, frénétique aux yeux de ses détracteurs, Talleyrand est demeuré fidèle à ses idées, à la vision qu'il avait de l'organisation de l'État en France et à sa conception des rapports de la France au reste de l'Europe.

■ **Royaliste : Quelles sont ses idées quant à l'organisation de l'État ?**

Emmanuel de Waresquiel : Il exprime ses propres idées dès 1789 et les défend avec une indéniable pugnacité jusqu'en 1814. Elles sont alors mises en application. Talleyrand est ce qu'on pourrait appeler un conservateur libéral ; il veut une représentation nationale à côté de l'exécutif royal ; il conçoit cette représentation sur un mode bicaméral à l'anglaise. C'est cette conception du régime parlementaire qu'il défend à l'Assemblée nationale dès 1789 avec les monarchiens - sans succès à l'époque. Mais son principe est de rester au sein du pouvoir pour faire avancer ses idées - plutôt que

de se retirer et perdre toute influence.

Cette influence, il la retrouve en 1814 lorsqu'il rédige la « constitution sénatoriale » qui va devenir, à quelques nuances près, la Charte du 2 juin 1814 qui introduit pour la première fois en France ce régime de monarchie parlementaire qui a tenu, bon an mal an, jusqu'en 1848. Non seulement Talleyrand reste fidèle à son style, celui de l'aristocratie de l'Ancien régime, mais il reste fidèle à son programme politique - ce que ses détracteurs se gardent de relever.

Ce programme est en tout point celui d'un libéral de cette époque. Il défend la liberté de conscience - il a toujours voulu que l'on supprime, dans les projets constitutionnels auxquels il a participé, l'article déclarant que le catholicisme est la religion de l'État. Sous la Révolution il a été l'un des grands défenseurs des protestants et des juifs - tout particulièrement des juifs d'Avignon. Après avoir demandé la nationalisation des biens du clergé, il a été l'un des défenseurs des prêtres réfractaires.

■ **Royaliste : Talleyrand a donc une position très précise sur cette nationalisation...**

Emmanuel de Waresquiel : Il a un principe et une méthode. Il s'agit de rétablir les finances de l'État. Sa position de principe : le clergé qui

a abandonné ses dîmes après la Nuit du 4 août et qui n'est plus un ordre, ne peut plus être propriétaire de ses biens. La meilleure solution pour indemniser les nombreux créanciers de l'État, c'est, selon lui, de créer des rentes d'État gagées sur les biens du clergé dont la valeur est consignée au sein d'un organisme financier du type de la Caisse d'Escompte qu'il avait créée avec Panchaud.

L'Assemblée nationale reprit l'idée mais décida de gager les biens du clergé en monnaie-papier contre l'avis de Talleyrand qui prévoyait la dévaluation très rapide de ces assignats. Il était par ailleurs hostile à la constitution civile du clergé car il pensait que le serment des prêtres était inutile. Mais il a sacré les évêques constitutionnels dans un souci d'apaisement - sans prévoir le schisme qui s'est produit.

■ **Royaliste : Il est difficile d'évoquer en quelques mots le diplomate...**

Emmanuel de Waresquiel : En effet. Mais je tiens à rappeler sa mission à Londres au début de 1792 pour négocier la neutralité de l'Angleterre - qu'il obtiendra. C'est ce qui explique, au moins en partie, que l'Angleterre ait été la dernière puissance à entrer dans le conflit européen.

Il avait fort bien vu l'importance des relations économiques et financières internationales, et la nécessité, pour la France d'acquérir un poids très important dans ces domaines. Bien entendu, je n'oublie pas que Talleyrand a spéculé toute sa vie - ce qui lui a permis de comprendre l'importance de la circulation rapide de l'information et la sûreté des réseaux bancaires. Lorsqu'il séjourne à New York en 1794, il prévoit que la ville va devenir la plus grande place financière des États-Unis et annonce que le parte-



naire privilégié des États-Unis en Europe ne sera pas la France, mais l'Angleterre.

Cet excellent observateur fut aussi un remarquable homme d'action : il savait prendre ses cartes au bon moment et les jeter sur la table très vite afin de se rendre maître de la situation.

« Je ne me suis jamais pressé et je suis toujours arrivé à temps », disait-il. Les leçons de Talleyrand gagneraient à être méditées aujourd'hui.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Emmanuel de
Waresquiel

*Talleyrand,
le prince
immobile*

prix franco : 30 €

Du même auteur :

■ « *Histoire de la Restauration, 1814-1830. Naissance de la France moderne* », Perrin, 1996, (rééd. Coll. « Tempus », 2002, prix franco : 10 €).

■ « *Le duc de Richelieu, un sentimental en politique, 1766-1822* », Perrin, 1990, prix franco : 29 €.

Chroniques

Poussières d'étoiles

Au tournant des mythiques « années soixante », Monique Beaumont a publié critiques et chroniques, notamment dans la royaliste *Nation française* de Pierre Boutang et dans le *Combat* de Henri Smadja.

Rassemblées dans un ouvrage ces chroniques sont plus que des billets d'humeurs puisqu'elles ont passé avec succès l'épreuve du temps. Il est agréable de les lire comme autant de témoignage sur une époque : celle du jazz, de Coco Chanel, de Montherlant, des *Temps modernes*, de la construction du socialisme en Union soviétique et en Chine - tandis que demeure brûlante la mémoire de l'insurrection populaire de Budapest.

On peut aussi conserver ce livre à portée de la main pour y puiser de quoi moquer l'inébranlable mythe de l'âge d'or - présenté aujourd'hui sous la forme des contes et légendes des Trente glorieuses : celles de l'équilibre de la terreur nucléaire, de la guerre d'Algérie, de la pénurie d'enseignants et de la crise de la jeunesse : on ne parlait pas de « sauvages » mais de « jeunesse sauvage » et les « blousons noirs » faisaient la une des journaux. Ces jeunes, figurez-vous, étaient violents, ne s'intéressaient pas à la politique, ni à l'histoire... Quelques années plus tard, on dénonçait leur politisation à outrance... Voici, grâce à Monique Beaumont, un joli aide-mémoire, qui aide à discerner ce qu'il y a de vraiment nouveau dans notre aujourd'hui.

Jacques BLANGY

Monique Beaumont - « *Ana-chroniques, Petits billets d'humeur des années 1957-1962* », Godefroy de Bouillon, 2004, prix franco : 25 €.

Collection disparate de minuscules sociétés de pensée, l'ultra-gauche a donné au XX^e siècle le meilleur et le pire d'elle-même. Les altermondialistes auraient tort d'aller y chercher leur pitance : ce n'est plus qu'un cimetière d'illusions.

L'ultra-gauche n'est pas un sujet insignifiant. Mais il relève désormais du champ d'investigation des historiens, qui trouveront dans ces discrets mouvements généralement étrangers au cours de l'histoire mondiale quelques ruisselets idéologiques. À condition que ces chercheurs soient patients, et qu'ils prennent la précaution d'étudier à fond l'ouvrage de Christophe Bourseiller (1).

Toujours curieux des organisations et des personnalités marginales de toutes tendances, cet explorateur de la galaxie révolutionnaire avait déjà publié des ouvrages sur les maoïstes et les trotskistes - c'est-à-dire sur l'extrême gauche, consciente et très organisée.

Terminer ce cycle de recherches par une analyse de l'ultra-gauche ne l'expose pas à se répéter ni à croiser à nouveau les extrémistes précités car la variété de penseurs et de militants révolutionnaires qu'il décrit sont des « poussières d'étoiles » rouges ou noires. Autrement dit, des gauches communistes et anarchistes, qui ne furent ni trotskistes, ni maoïstes, et farouchement hostiles à toutes les formes de communisme institué - à commencer par le stalinisme.

L'ultra-gauche a donc le charme de l'innocence : elle ne fut pas complice des gardiens de camps soviétiques, chinois, albanais, castristes. Mais ces révolutionnaires aux

maines pures furent protégés d'eux-mêmes et des ruses de la raison marxiste par le fait qu'ils ne firent pas la révolution.

Ces purs et durs, souvent pesants, parfois pittoresques, peuvent être regroupés en plusieurs familles qui descendent de Babeuf, de Fourier, de Proudhon, de Bakounine, de Marx. Tout en prévenant que toute classification de l'ultra-gauche est mutilante, Christophe Bourseiller distingue utilement une famille « germano-hollandaise » (connue par le courant conseilleriste d'Anton Pannekoek), une famille « italienne » (marquée notamment par Amadeo Bordiga), des communistes libertaires (le Français Daniel Guérin) et les célèbres situationnistes.

Ces familles sont constituées de groupes peu nombreux, gros producteurs de textes théoriques qui n'ont eu aucune influence sur les masses. Mais quelques sociétés de pensée et quelques maisons d'éditions virent naître et s'affirmer des chercheurs, des écrivains, des philosophes qui ont marqué le mouvement de la pensée européenne au XX^e siècle. Pour ce qui concerne la France, Christophe Bourseiller insiste sur la matrice que fut *Socialisme et Barbarie* (Cornélius Castoriadis, Claude Lefort), sur le rôle des *Éditions Champ libre* (Gérard Lebovici, Gérard Guégan), sur l'influence du philosophe Henri Lefebvre...

Cependant, les auteurs les plus féconds ont écrit l'essen-

tiel de leur œuvre après avoir quitté les cénacles de l'ultra-gauche et les écrits des maîtres-penseurs de cette mouvance sont aujourd'hui d'un très faible intérêt : un altermondialiste en quête d'utopie n'y trouvera pas sa pitance, mais seulement des illusions mortes et le souvenir d'odieuses dérives intellectuelles.

Ainsi, Christophe Bourseiller explique très clairement comment des militants de l'ultra-gauche regroupés autour des *Éditions de la Vieille Taupe* en sont venus à prendre la défense du négationniste Faurisson. Leur logique délirante explique en partie la mort de l'ultra-gauche. Puis l'effondrement de l'Union soviétique priva l'ensemble de la mouvance du grand Adversaire. Ceci au moment où les intellectuels de l'ultra-gauche étaient épuisés par leur vaine exploration du marxisme dans ses diverses expressions et manifestations. Perdus au fond de leurs impasses, ils ne comprirent pas la menace radicale que faisait peser le nazisme sur l'humanité et demeurèrent pour la plupart étrangers aux souffrances et aux luttes des peuples européens pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ces révolutionnaires sans révolution ne voulaient rien savoir de l'histoire, ni du pouvoir, ni des nations. Ceux qui les rejoignent aujourd'hui dans le rejet du politique seront à leur tour immanquablement broyés.

Maria DA SILVA

(1) Christophe Bourseiller - « *Histoire générale de l'ultra-gauche* », Denoël, 2003 - prix franco : 26 €.

Nécessité d'une dogmatique

Que l'on me pardonne un petit souvenir personnel. Il y a quelques années, j'avais été invité à débattre dans la bonne ville de Caen sur un sujet inhabituel : « Les dogmes sont-ils dangereux ? » Ne connaissant pas mon interlocuteur-contradictor, je m'imaginais d'avance avoir affaire à un rationaliste pourfendeur du dogme religieux au nom de la raison scientifique

et positive. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque je découvris un homme qui, au contraire, détestait le rationalisme, dont il dénonçait la dogmatique étroite et fermée. Il y opposait, en disciple du second Heidegger, la profondeur du poétique et l'imprévisible de l'aventure artistique. Ce faisant, il refusait ses propres origines, marquées par un père communiste, apôtre d'une Raison hypostasiée, et qui, d'ailleurs, avait assisté, désespéré, à l'effondrement de sa cité d'autant plus superbement utopique qu'elle se voulait fondée sur une projection parfaitement scientifique.

L'effondrement soviétique n'a pas mis fin à un certain impérialisme scientiste, qui se manifeste dans beaucoup de secteurs des sciences humaines et jusqu'à une certaine façon d'envisager l'institution scolaire à l'aune du pédagogisme. Voilà plusieurs décennies déjà qu'un George Steiner a jeté l'alarme en désignant « la falsification et la déshumanisation planifiées du langage » accomplies par les régimes totalitaires et qui se reflètent « quoique de façon moins meurtrière », dans les messages de la publicité, dans l'idéologie de l'accomplissement du désir et de la propagande consensuelle des technocraties consuméristes. Steiner va très loin dans la stigmatisation du déclin de la culture puisqu'il met en évidence la progression d'un semi-analphabétisme dans les sociétés les plus développées. La scolarisation de masse rendrait le phénomène « politiquement et psychologiquement acceptable ». Aux États-Unis, plus de la moitié de la population serait dans l'incapacité de comprendre des textes complexes, faute de pouvoir dépasser le niveau de performance d'un enfant de douze ans. On peut trouver le diagnostic sévère (1). Mais il y a bien un problème de fond qui est posé et qu'un Pierre Legendre analyse dans une perspective différente, tout en renforçant le constat.

Dans un récent entretien, où il annonce la création d'une nouvelle collection d'ouvrages (chez Fayard et à Mille et une nuits) pour résister à l'entreprise scientiste, ce penseur intempestif qu'est Legendre rejoint le souci de revenir à la densité ontologique et poétique du langage, à l'encontre « de la prétendue transparence et de la technicisation de la pensée ». Comme Steiner, il invoque Paul Celan et sa rencontre avec Heidegger, tout en annonçant la publication du livre d'un jeune philosophe, Hadrien France-Lelord sur ce sujet précis. Et d'expliquer : « Il n'y a pas à stigmatiser notre époque, ni plus ni moins aveugle que les précédentes, mais qui vit une forme de détresse inédite et paradoxale. Comme si la liberté chèrement conquise après deux guerres

mondiales, se retournait elle-même, pour produire une souffrance subjective et sociale que nous n'osons pas regarder de près. Les mots nous manquent, la parole est comme émoussée. Nous sommes, pour reprendre une formule de Heidegger, devant l'homme évidé. On ne peut aborder le nouveau tragique par la banalisation, par les explications bénignes, ni par le ressassement des drames passés. » (2)

Ce n'est pas d'aujourd'hui que Pierre Legendre lance de tels avertissements. Au moment de l'affaire du Pacs, il avait osé des propos iconoclastes dans une incompréhension générale qui se poursuit, gauche et droite réunies. Nous vivons, en effet, dans un étrange climat où la « communication » prétend ouvrir l'ère d'une sorte de démocratie interactive, mais dans l'ignorance et le mépris des questions essentielles. La « doxa » est triomphante, ce qui signifie l'équivalence des valeurs et des contre-valeurs, le sacre des absurdités pourvu qu'elles paraissent branchées. Cette image de l'évidement intérieur est terriblement significative d'un désert qui croît, avec la prime assurée au démagogue qui prône l'alignement de la loi sur les mœurs.

C'est presque courageux, de nos temps, de plaider en faveur d'une certaine qualité du langage et du sens. Non, les mots ne sont pas les supports éphémères de nos humeurs et du caprice de l'instant. Pierre Legendre et ceux qui suivent sa démarche anthropologique, fondée sur le poids des héritages et l'épaisseur géologique des sociétés, entendent réhabiliter la primauté de la langue, qui est en rapport direct avec le retour à l'énigme foncière des choses humaines : « Je considère les sociétés comme des Textes. Cela bouleverse l'entrée dans le questionnement, et demande un grand effort à la fois d'érudition et de dépassement de l'actuelle fragmentation des savoirs. La récompense, c'est de voir émerger, de la zone d'ombre qui fait la singularité de l'animal parlant, un niveau d'organisation spécifique de l'humain, niveau que j'appelle « dogmatique » précisément ».

Pierre Legendre est bien le seul penseur contemporain, hors des disciplines théologiques, à se réclamer d'une nécessité dogmatique. Le mot fait horreur, il est considéré comme médiéval, inquisitorial, antidémocratique (la démocratie n'est-elle pas fondée sur le libre échange des idées libérées de toute autorité ontologique ?). Il n'en tient pas moins bon, persuadé que le sujet humain ne parvient pas n'importe comment à se fonder dans l'existence personnelle et sociale. Alors que quelques écrivains voudraient parvenir à une parfaite et transparente artificialisation de la naissance, lui avertit que c'est pure folie : « En réalité on gère le malheur, le sacrifice humain moderne est tenu pour un fléau inévitable, alors qu'il s'agit de mécanismes agencés identifiants. Le conformisme antinormatif dévaste la jeunesse, il fabrique des handicapés artificiels ; c'est un équivalent totalitaire qui va de pair avec l'effondrement de la pensée. Pour calmer les consciences, on traite l'inéducation par des pratiques humanitaires, qui sont forcément insuffisantes. Mais la désintégration est à l'œuvre, détruisant les bases de la construction subjective, et donc aussi du lien social. » Ainsi, pour reprendre mon petit récit initial, la vraie et nécessaire dogmatique s'oppose au rationalisme totalitaire, elle émerge d'une parole profonde, sérieuse, engagée dans notre historicité. Ce n'est pas rien que continuer dignement l'aventure humaine.

(1) George Steiner - « Extraterritorialité - Essai sur la littérature et la révolution du langage », Pluriel, prix franco : 10 €.

(2) Pierre Legendre - « Éclairer signifie, aujourd'hui, aveugler », Figaro littéraire du 25/03/04.

par Gérard Leclerc



23^e Congrès de la Nouvelle Action Royaliste

Nous publions ici les textes qui ont été adoptés lors du 23^e Congrès de la NAR qui s'est tenu à Paris les 27 et 28 mars dernier.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

A l'issue de son 23^e congrès, la Nouvelle Action royaliste souligne les échecs de la puissance mondiale dominante et des gouvernements oligarchiques qui sévissent dans les principaux pays européens.

La guerre qui fait rage entre Israéliens et Palestiniens, la guerre civile qui s'aggrave en Afghanistan, celle qui menace le peuple irakien, la flambée de violence au Kosovo, soulignent le paradoxe de la stratégie américaine, qui développe sa volonté de toute puissance dans la guerre mais qui est incapable d'instaurer, directement ou non, les conditions politiques de la paix au Proche Orient, en Asie centrale et dans les Balkans.

Cette indifférence à la souffrance des peuples pris dans les circuits de la violence s'accompagne d'une politique économique, financière et monétaire qui a pour conséquence de maintenir une grande partie de l'humanité dans un état misérable.

Dans ces conditions, la promesse démocratique formulée par les États-Unis apparaît comme un leurre : pas de liberté effective sans paix réalisée et justice instituée.

Les gouvernements européens qui acceptent la domination des États-Unis sous le prétexte d'une participation à la « gouvernance mondiale » agissent dans l'oubli ou le mépris de leur tâche essentielle : assurer ou rétablir le bien être des populations qui les ont librement élus. Ce faisant, ils s'engagent dans une voie qui conduit hors de l'état démocratique.

Conséquences des conflits militaires et des situations de

détresse matérielle et identitaire, les actes terroristes mondialisent la peur et soulignent le désarroi des États : ceux-ci agissent par excès de force lorsqu'ils répliquent aux terroristes par des offensives militaires classiques ; ils démontrent leur faiblesse faute de se donner les moyens politiques de parades et de répliques efficaces : contrôle des mouvements internationaux de capitaux, liquidation des banques et des sociétés qui financent les réseaux terroristes.

Enfin, la structuration du crime organisé et l'influence croissante de ses réseaux sur des gouvernements fragiles étend la violence et durcit à l'extrême l'exploitation d'un nombre croissant d'êtres humains.

Face aux logiques de la guerre et du terrorisme, face au déni croissant de démocratie et aux nouvelles menaces criminelles, les dirigeants politiques français agissent dans l'ambiguïté sur le plan international et contribuent activement à la désorganisation de la nation française.

La Nouvelle Action royaliste s'était félicitée de la résistance opposée par le président de la République et par son ministre des Affaires étrangères au projet américain d'invasion de l'Irak. Cette opposition résolue a été justifiée par les événements survenus depuis la chute de Bagdad et a considérablement accru le prestige international de la France.

Elle estime que notre pays est donc en mesure de jouer un rôle décisif partout dans le monde, dans toutes les organisations internationales et dans tous les domaines. Sa tradition

y appelle et ses immenses richesses le lui permettent.

Elle constate que le pouvoir exécutif ne se donne pas les moyens financiers de sa politique, qui impliquerait une hausse conséquente des crédits alloués au ministère des Affaires étrangères.

Elle déplore que le gouvernement ne se donne pas la doctrine de développement économique et social qui orienterait son action au sein du Fonds Monétaire international et dans les grandes négociations internationales : programme de financement massif des pays pauvres, coopération culturelle, plan de développement de l'Europe continentale conçue sur le mode confédéral, programmes nationaux de reconstruction dans les secteurs clés - énergie, industries-clés, transports collectifs...

Ces impulsions fortes se font attendre et il est malheureusement certain qu'elles ne se produiront pas à court terme.

La Nouvelle Action royaliste constate une nouvelle fois que les gouvernements français, aujourd'hui de droite comme hier de gauche, s'accommodent de la puissance économique et financière américaine et ont abandonné leurs responsabilités monétaires à une Banque centrale qui mène avec obstination une politique de déflation désastreuse.

Elle constate que ces mêmes gouvernements se résignent à la désindustrialisation du pays et organisent, sous l'égide du Medef, la destruction du système français de protection sociale.

Plus que jamais, une minorité de privilégiés agit contre

la grande majorité des Français. Depuis vingt ans, les dirigeants politiques leur ont sciemment menti en présentant comme des réformes modernisatrices un programme ultra-libéral qui détruit la société et qui ruine la nation. Ces mêmes dirigeants ont menti en présentant la construction européenne comme la condition du progrès commun, en vue duquel ils ont imposé de longs et durs sacrifices ; or le fragile édifice constitué par les traités successifs permet aux oligarques de prendre des décisions hors de toute institution démocratique tout en annonçant abusivement une « constitution européenne ». Les élections européennes s'en trouvent privées de sens.

Trompés, humiliés et appauvris, des millions de citoyens tentent, à chaque élection, d'exprimer leurs déceptions et leurs colères par des votes de rejet qui frappent alternativement la droite et la gauche. Des centaines de milliers de travailleurs manifestent sans succès, année après année, pour la défense de leurs droits et des services qu'ils assurent au profit de la nation. Certains se replient dans le communautarisme, d'autres se laissent aller à des violences. Personne n'est aujourd'hui en mesure de rassembler le « parti des politiques », celui des défenseurs de l'État et de la nation.

Face à cette situation dangereuse, la Nouvelle Action royaliste ne peut se satisfaire des réprobations moralisatrices, des fictions altermondialistes et des illusions à nouveau cultivées par les socialistes et leurs alliés.

En ce sixième anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance, elle appelle à la défense de toutes les conquêtes économiques et sociales de la Libération, au respect du préambule de 1946 et au prolongement des révolutions accomplies en 1944 et en 1958 par le général de Gaulle, en qui le défunt comte de Paris voyait le fidèle continuateur de l'aventure millénaire de la nation française.

Pour l'Europe confédérale

Dans sa forme actuelle, l'Union européenne se présente comme une fédération sans fédérateur, une puissance mondiale sans poids politique, une union monétaire sans souveraineté, l'esquisse d'un État supranational sans autorité légitime ; elle prétend se doter d'une Constitution sans État ni séparation des pouvoirs et demeure un espace économique, livré à une ultrac concurrence à tous égards destructrice. Elle n'est, somme toute, qu'une addition d'organismes sous la « gouvernance » plus ou moins conjointe des oligarques et des puissances financières.

L'Europe est un ensemble à repenser avec toutes les nations qui participent depuis des siècles à son histoire – y compris celles qui jouent un rôle décisif sur le continent comme la Fédération de Russie et la Turquie.

Cet ensemble est en mesure de s'organiser sous la forme souple d'une confédération d'États vouée à la mise en œuvre de plans et de programmes d'intérêt commun :

- sa politique monétaire au sein du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale doit pousser ces institutions à se consacrer à la mise en œuvre de politiques de développement ;

- sa stratégie monétaire commune doit viser à la définition d'un système fixe de changes entre les principales monnaies mondiales ;

- son plan de développement économique et social doit s'appuyer sur une Banque européenne soumise à un étroit contrôle politique ;

- sa politique de recherche commune et d'équipement doit mobiliser la coopération des organismes publics ;

- sa politique de services publics doit assurer leur reconstruction et leur extension ;

- son organisation commune des échanges agricoles et sa politique commerciale commune doit reprendre les principes de la préférence commu-

nautaire et du tarif extérieur commun.

La politique confédérale de défense serait conduite dans le cadre de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), sous l'égide de l'autorité politique confédérale, les nations disposant de la dissuasion nucléaire conservant l'entière maîtrise de leurs moyens, tout en développant la coopération dans le domaine des industries militaires et spatiales.

Des accords de coopération avec les États du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et des États de l'ancienne Union soviétique permettraient de trouver ou de retrouver les voies du progrès en se protégeant des firmes et des groupes prédateurs. Se préciserait ainsi la dynamique d'une *Europe sans rivages* dans un monde déjà profondément marqué, dans son esprit et dans ses techniques, par le processus d'eupéanisation.

Dans l'ordre institutionnel, il suffirait que l'actuel *Conseil européen*, élargi aux chefs d'État et de gouvernement de toutes les nations du continent, se définisse comme le centre politique de décision et d'impulsion de la Confédération. Ses décisions seraient mises en œuvre par un *Conseil des ministres* responsable des divers aspects des politiques communes, une *Commission* strictement administrative veillant à la bonne exécution des projets, des plans et des programmes. A l'*Assemblée européenne*, élue, serait attribué un rôle de proposition et de consultation.

Des structures institutionnelles simplifiées, des fonctions précisées, des projets peu nombreux mais ambitieux, résultant d'accords entre les chefs d'État et de gouvernement, donneraient à la Confédération européenne sa pleine efficacité tout en affirmant le rôle majeur de l'Europe dans l'organisation du monde, en vue d'assurer au plus grand nombre possible d'êtres humains les conditions de la paix et du bien vivre.

La politique de l'énergie

Votée en 1946, la nationalisation de l'électricité et du gaz avait pour but de mettre fin à l'inefficacité des groupes privés. Les responsables politiques de l'époque voulaient donner à la France un service public assurant le développement économique et le progrès social.

EDF et GDF ont rempli leur mission. La production d'électricité et de gaz et leur réseau de distribution ont sans cesse été modernisés. Concernant l'électricité, le choix du nucléaire, qui assure aujourd'hui 80 % de nos besoins, a été, dans les années 70, une réponse dans l'urgence aux différents chocs pétroliers. Il garantit à notre pays une sécurité d'approvisionnement mais n'est pas sans poser de problèmes en termes de risques et de traitement des déchets. Il a, par ailleurs, fermé la porte à toute recherche de solutions alternatives.

Or, le gouvernement a enclenché le processus de privatisation d'EDF et GDF avec l'appui de la gauche qui en avait déjà le projet lorsqu'elle était au pouvoir.

La Nouvelle Action royaliste dénonce ce mauvais coup de l'idéologie ultra-libérale qui, au nom de la « saine émulation concurrentielle », risque :

- de coûter cher à l'État qui devra assumer les frais de la privatisation ;

- d'imposer aux consommateurs des prix de l'électricité et du gaz en hausse, à l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres pays, sans leur

garantir un niveau de prestations conforme à leurs besoins ;

- de geler les efforts de modernisation, les financiers privés hésitant devant les coûts importants des investissements ;

- de rendre à terme notre réseau (production et distribution) obsolète, de remettre en cause la sécurité des installations et des personnels et d'engendrer une pénurie de la fourniture d'électricité.

La NAR :

- déclare qu'EDF/GDF est un bien public de la nation et qu'il doit être défendu comme tel ;

- réclame que, parallèlement à la bonne gestion de ce service public, électricité et gaz, soient développées les recherches sur les énergies alternatives renouvelables ;

- insiste pour qu'une véritable volonté politique se manifeste pour l'ensemble du service dû au public : transports en commun, ferroutage, recherche d'économies dans l'utilisation des sources d'énergies fossiles ou autres...

La NAR réaffirme, contrairement aux partis dominants, qu'il dépend de l'État, garant de l'intérêt général, que le service public, loin d'être démantelé et livré à la spéculation, reçoive la mission de renouer avec ses pleines capacités de performance et d'innovation.

MERCREDIS DE LA NAR

Mercredi 28 avril : Fidel Castro continue de bénéficier, parfois, d'une réputation globalement positive. Pourtant, sous sa légendaire figure paraît la dure vérité d'une tyrannie aux couleurs des Caraïbes. Tel est le résultat des longues années d'enquête qu'a menée **Serge RAFFY**, écrivain, poète et journaliste auprès de centai-

nes d'acteurs et de témoins de la révolution cubaine. « **Castro - portrait d'un stalinien tropical** » : la biographie présentée par notre invité nous permettra de pénétrer dans les coulisses de la politique étrangère au temps de la guerre froide et d'envisager l'avenir de Cuba après la disparition du vieux Comandante.

La doctrine française

Qu'on cesse de nous raconter des histoires à l'eau de rose : nous avons une nouvelle fois connu, au soir du second tour des élections régionales, un vote de rejet.

Le phénomène se produit avec régularité depuis vingt ans : élues avec un soupçon d'espoir mais de plus en plus souvent dans la résignation, les équipes au pouvoir sont vite récusées. Pour bouter les potentats bleus ou roses, une large fraction de l'électorat se sert de ce qu'elle a sous la main : Jean-Marie Le Pen, François Bayrou, Ségolène Royal, qu'importe... Les vedettes de la politique sont en quelque sorte instrumentalisées – utilisées comme autant de bédouilles. C'est là un juste retour des choses : les chefs de l'oligarchie se sont servis des idées et des « valeurs » comme autant d'instruments de leur volonté de puissance.

Nous avons si souvent dénoncé cette alternance molle, qui permet aux vaincus de vaquer à des affaires hautement profitables, que je me garderai de la décrire à nouveau. Mais il est certain que, l'année prochaine, nous ne verrons pas M. Francis Mer reparaitre à la télévision dans un costume élimé.

L'important est de saisir la raison de ces spectaculaires effets. Lors des grandes soirées médiatiques, les oligarques nous expliquent tour à tour « ce que veulent les Français ». En ce moment, nous sommes censés vouloir le retour de la gauche, deux ans après avoir chassé Lionel Jospin et son clan. Quelle étrange inconstance ! Trop étrange pour que les défauts que les hautes classes prêtent au peuple français (versatilité,

individualisme, conservatisme, fainéantise, abrutissement) ne soient pas évalués, comme on dit, d'une autre manière. Évaluation grossière, que je résume en deux points pour rester accessible aux experts passés par l'Institut d'Études politiques.

Quant à la rétrospective, il apparaît que, de Delors en Raffarin, les dirigeants du pays ont gouverné contre les convictions, la volonté et les espérances des Français (1). De gauche ou de droite, les porte-



parole de l'oligarchie ont tous fini par avouer, par écrits dûment répertoriés ici, qu'ils ont invoqué de fausses contraintes et commis des mensonges délibérés. Sous couvert de « la réforme », imposer à tous et surtout l'ultra-libéralisme : tel est le véritable « mensonge d'État » dont les Français n'ont jamais été dupes. L'erreur des oligarques est de croire que leur langue de bois abuse « les gens », leur faute est de parier sur la bêtise supposée du citoyen-télespectateur.

Or les Français savent très bien ce qu'ils veulent mais, faute de candidats exprimant leur programme commun, ils le disent en achetant massivement cer-

tains ouvrages d'économie critique et d'histoire nationale, en écoutant des intellectuels qui ne sont pas parmi les plus médiatisés, en manifestant comme jamais dans les rues des villes grandes et petites.

Les noms, les œuvres, les chiffres sont connus.

La doctrine de référence est un composé de monarchisme électif, de jacobinisme et de socialisme patriote avec un zeste de démocratie chrétienne.

Le programme national commun affirme l'autorité nécessaire du pouvoir politique, la continuité de l'État, l'indépendance de la nation défendue en dernier recours par son armée. L'économie est conçue comme une dynamique associant un vaste secteur public et nationalisé aux libres entreprises industrielles et commerciales. La protection sociale est requise comme un droit fondamental. Le maire personifie la collectivité décentralisée, loin des féodalités régionales. L'Europe est vue comme un continent, masqué par la technocratie européiste.

En résumé, les Français sont des gaullistes, de gauche ou de droite, partisans du socialisme à la française institué à la Libération ; ils se sont réconciliés avec l'Allemagne, regardent la Russie avec amitié et ont renoué depuis trente ans avec leur histoire millénaire.

C'est cette doctrine française que la classe dirigeante s'efforce de déconsidérer et de détruire depuis vingt ans. C'est au nom de cette doctrine que ces dirigeants sont tour à tour jugés et récusés dans l'attente de celui ou de celle qui incarnera, dans la fidélité créatrice, l'ambition historique de ces Français si incorrigiblement obstinés.

Bertrand RENOUVIN

(1) Il faudrait écrire « d'une majorité de Français » ; je simplifie, comme à la télévision.